

## **Mémoire présenté au Comité permanent de l'environnement et du développement durable pour l'étude sur les technologies propres au Canada.**

Evelyn Gigantes

Il est fascinant de constater que votre comité a récemment étudié les subventions aux combustibles fossiles et la gouvernance des déchets nucléaires, et qu'il étudie maintenant les technologies propres au Canada.

Je félicite le comité pour les sujets sur lesquels il a choisi de se concentrer au cours des derniers mois. Ils représentent des éléments essentiels pour arriver à une réponse politique réussie au problème des changements climatiques au Canada.

Où en est le Canada dans la mise en œuvre d'un cadre stratégique sur les changements climatiques?

Un des éléments les plus importants est la rapidité. Pour être efficaces, les politiques doivent pouvoir être concrétisées dans un court laps de temps.

Les sociétés pétrolières et gazières reçoivent des subventions pour mettre au point et mettre en œuvre le captage et le stockage du carbone, mais ces technologies ne sont ni au point ni prêtes pour un déploiement rapide.

Il en va de même pour le soutien financier public pour la mise au point de petits réacteurs nucléaires. Ici encore, l'historique des réacteurs nucléaires, peu importe leur taille, a déjà fait la preuve que leur fabrication et leur exploitation sont trop dispendieuses, que leur livraison dans des endroits comme les « communautés éloignées » est trop dangereuse et que, dans la forme actuellement recommandée par l'industrie nucléaire et ses partenaires, les petits réacteurs modulaires produiraient davantage de déchets nucléaires par kilowattheure que nos vieux réacteurs CANDU de grande taille.

Il existe aussi la possibilité que les secteurs pétrolier et gazier songent à utiliser des petits réacteurs modulaires comme sources d'énergie pour la production de pétrole et de gaz, associant ainsi l'énergie nucléaire à la production de pétrole et de gaz, ce qui serait tellement dangereux que cela reviendrait à faire preuve de stupidité grossière.

L'étude du comité sur la gouvernance des déchets nucléaires au Canada a démontré qu'il reste de nombreuses questions sans réponse sur le sujet des déchets nucléaires, et que le Canada, à l'image des autres pays, fait face à des défis quant aux politiques et aux pratiques concernant les déchets nucléaires existants. De l'extraction de l'uranium, en passant par les combustibles nucléaires « avancés », jusqu'à l'élaboration et la mise en place de pratiques et d'installations pour traiter les déchets nucléaires, l'énergie nucléaire émet des radionucléides comme du carbone. De surcroît, les derniers mois en Ukraine ont fait la triste démonstration que les projets nucléaires « pacifiques » peuvent devenir un outil de guerre redoutable entre les mains d'un agresseur déterminé.

En ce qui concerne le sujet présentement à l'étude par le comité, les perspectives pour les technologies propres au Canada sont assez prometteuses. Avec un soutien public adéquat et des politiques clairement structurées, la conservation de l'énergie, en particulier dans les bâtiments et

le secteur des transports, est prête à être mise en œuvre.

Ainsi, la plupart des changements qui doivent se faire rapidement peuvent être mis en place en électrifiant les principales sources d'énergie partout au Canada, et la plus grande partie de cette énergie peut être fournie par des technologies ou des sources renouvelables comme les énergies solaire, éolienne et géothermique, en combinaison avec l'énergie hydroélectrique existante. Heureusement, le Canada est capable d'adopter rapidement les technologies propres et de fournir les systèmes de stockage de réserve qui permettraient de fournir de l'énergie propre dans tout le pays.

Des plans clairs conjugués à une mise en œuvre rapide sont les clés du succès. Il s'agit d'un thème récurrent chez les meilleurs chercheurs du domaine de l'énergie du monde entier. La capture et le stockage du carbone et les petits réacteurs modulaires « avancés » ne pourront ni l'un ni l'autre offrir de bas coûts, une mise en œuvre rapide et l'exploitation propre d'un réseau électrique basé sur des énergies renouvelables.

Mais nous devons agir vite. Par exemple, Hydro-Québec tente actuellement d'établir des marchés à long terme pour vendre son hydroélectricité à la Ville de New York. Tout le pays devrait se sentir concerné, mais surtout, l'Ontario devrait se sentir extrêmement concerné.

Je recommande les deux articles ci-joints aux membres du comité.